



CTSD 04 septembre 2020

Déclaration Liminaire SNUipp-FSU 36

Les scientifiques, ce qui est normal, sont toujours en train de chercher à comprendre le fonctionnement exact du virus, ce qui entraîne le renforcement, dans le monde du travail et dans l'espace public, de mesures pour éviter que le virus se propage. La rentrée 2020 dans les écoles aurait donc dû être particulièrement compliquée à préparer au vu du contexte sanitaire mondial.

Mais il n'en est rien dans les écoles publiques françaises puisque le protocole sanitaire est très allégé, pas de désinfection des sanitaires durant la journée, différents groupes d'élèves brassés ainsi que des classes bien chargées dans des locaux souvent petits et des professeurs de maternelle, de CP qui enseigneront le langage, la lecture sans que l'on voie leur visage. Ce sera donc aux équipes éducatives d'assumer les éventuels problèmes rencontrés. Ainsi le manque de préparation du ministère et l'angoisse accompagnent les enseignants pour cette rentrée.

La crise sanitaire est là mais il ne faut néanmoins pas oublier le contexte politique dans lequel nous sommes. Le gouvernement ne veut pas améliorer le service public d'éducation pour tous puisqu'il affaiblit sans cesse le statut du fonctionnaire (gel du point d'indice, loi fonction publique, réforme des retraites, primes aléatoires ...), et l'Education Nationale n'a aucune ambition au long terme pour l'école et renforce, notamment avec sa réforme du lycée, les inégalités territoriales.

La priorité serait de se pencher sur de vraies questions pédagogiques :

- A court-terme : La non-utilité des évaluations nationales CP-CE1 ; la pertinence des classes à 12 et d'autres à 28 dans une même école de REP ? l'interrogation face aux démissions qui augmentent significativement chez les collègues ?
- Au long-terme : la formation des enseignants, les effectifs dans les classes, des programmes pérennes dans le temps, la liberté pédagogique des enseignants, les aides aux directeurs...

Concernant les évaluations CP-CE1, alors que les élèves auront vécu depuis le mois de mars une scolarité particulièrement bouleversée, la rue de Grenelle fait comme si de rien n'était et maintient au calendrier de début d'année des évaluations CP-CE1 inchangées et pourtant déjà fortement remises en cause en temps ordinaire. Le SNUipp-FSU demande leur annulation et engage une campagne de conviction incluant les parents d'élèves. Ces évaluations n'apportent rien aux enseignants et ne servent qu'à la communication politique du ministre.

Au sujet de la direction d'école, la circulaire du 27 août apporte quelques réponses. Il était temps que les équipes puissent reprendre la main sur une bonne partie des 108h et que les directrices et directeurs obtiennent enfin la possibilité d'avoir des temps d'échange entre pairs. Le chemin est long et il en reste encore à parcourir. C'est maintenant bien la question budgétaire qui sera déterminante pour améliorer les taux de décharges, les rémunérations ou encore permettre la mise en place de véritables emplois dédiés à l'aide administrative et au fonctionnement des écoles. Le transfert de compétences des IEN vers les directeurs d'école ne doit pas se faire sans prendre en compte le rejet massif de la profession, directeurs compris, du statut hiérarchique du directeur d'école.

S'agissant de la carrière des personnels, le dernier mouvement dans l'Indre où les représentants du personnel ont été exclus du déroulement des opérations, le sentiment de défiance des collègues envers l'administration est grandissant. Des années de travail en concertation et intelligence avec l'administration ont été balayées par un management ministériel autoritaire et opaque. Et que dire sur le sentiment d'incompréhension des conseillers pédagogiques quand ils ont appris courant juin et après mouvement que leurs missions étaient significativement transformées. On aurait pu imaginer que certains auraient souhaité participer au mouvement.

La gestion des temps partiels dans l'Indre est aussi à interroger, avec des refus totalement injustifiés. Après une longue bataille du SNUipp FSU 36, certains personnels ont eu gain de cause, ce qui montre encore une fois l'importance d'une concertation continue entre l'administration et les représentants du personnel pour le bien de tous : élèves, personnels et enseignants.

Le ministre Blanquer a beau le chanter sur tous les tons et à longueur d'antenne TV, non, nous n'étions pas prêts pour cette rentrée, nous ne le sommes toujours pas : aucun temps de préparation spécifique, pas de dotation ni de temps de formation pour les outils informatiques.

Pour finir, un gentil courriel a été envoyé aux directeurs-trices le jour de la pré-rentrée pour nous informer que les enseignants devaient bien penser aux gestes barrières « en situation de travail, de déjeuner et de café pris en communs ». Merci d'insister sur ce point alors que nous nous présentons dans des écoles avec un protocole sanitaire plus que minime décidé par notre ministère...

La distanciation sociale entre les enseignants et leur administration est en ce moment fortement respectée.